

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 265 – VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2015

## PÂQUERETTE PROPRE

Cambadelis travaille sur un nouveau logiciel. S'agit de donner la couleur de la gauche à une politique de droite, au moment du passage d'un électeur.

## AGENDA MILITANT

→ 28 septembre

Talence [En Europe et dans le monde :  
Coopération et solidarité,  
ou concurrence et guerre ?](#)

→ 29 septembre

Aubagne [Pratique de la gratuité](#)  
Paris [Santé : solidarité concrète avec les Grecs](#)

→ 30 septembre

Paris [Faites des services publics](#)

→ 7 octobre

Montluçon [Ouvrir le chantier  
pour changer la société](#)

→ 8 octobre

France [Mobilisation et convergence](#)  
Marseille [OXI ! Basta ! Assez !  
"Notre Europe n'est pas la leur"](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Égalité

[L'égalité-liberté-solidarité  
doit primer sur l'identité](#), Roger Martelli

→ Monde

[Grèce : un point de départ ?  
Empêcher le retour à l'État-mangeoire](#)

→ Écologie

[Coopératif et citoyen](#)

## Alternatiba, une étape décisive

Ce week-end, Place de la République, à Paris, se déploiera ce qui sera sans doute le plus grand "Village des alternatives" que la France ait jamais connu. Déjà dans les grandes villes (Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse...), comme dans de nombreux villages et communes de banlieue, les cyclistes du Tour Alternatiba ont été accueillis par des dizaines de milliers de personnes, qui entendent développer avec la même énergie la résistance face à la dégradation climatique et le développement d'alternatives concrètes. À coup sûr, nous serons plus de cinquante mille dans la capitale pour un rassemblement festif et porteur d'espoir.

Les initiateurs d'Alternatiba, qui avaient déjà regroupé 13 000 personnes à Bayonne en 2013, sont en passe de gagner leur pari, celui de mobiliser massivement autour du thème "Changer le système, pas le climat". À la veille du Sommet Climat COP21, qui aura lieu au Bourget fin novembre, ils appellent à une « mobilisation populaire en France et en Europe sur les questions d'urgence climatique et de justice sociale. (...) Il s'agira autant d'interpeller les dirigeants sur les conséquences dramatiques de l'absence d'accord international ambitieux, efficace, contraignant et juste sur le climat, que d'appeler les populations à mettre en route sans plus attendre la transition sociale, énergétique et écologique nécessaire pour éviter le dérèglement profond et irréversible des mécanismes du climat. »

Ne nous voilons pas la face. Au-delà des gesticulations médiatiques, les signes donnés par les chefs d'État qui se retrouveront au sommet ne sont pas encourageants. Il suffit de relire le texte de l'accord Paquet-Énergie-Climat, signé il y a près d'un an par l'Union Européenne, pour comprendre que les États membres ont laissé de côté les recommandations du GIEC et abandonné tout objectif de limiter à 2° le réchauffement climatique. Cela ne sera guère mieux au plan international.

Et pourtant il y a urgence. Plus que jamais.

Si nous ne croyons pas une seconde à un miracle qui sortirait de la COP21, celle-ci demeure un moment privilégié pour donner de la visibilité aux luttes qui concrétisent, autour de l'urgence climatique, l'alliance indéfectible et incontournable entre combat écologique et projet de transformation sociale. Seul un mouvement populaire pourra changer la donne. Nous n'en sommes qu'aux prémices.



● François Longéras

Militant écologiste et autogestionnaire,  
membre du Parti de Gauche (Front de gauche)

## Sortir la Grèce et l'UE de l'austérité : une histoire qui commence

**Pour comprendre, à la fois, la défaite subie par Tsipras dans le bras de fer avec l'Union européenne et sa victoire électorale ce dimanche, il faut sortir des raisonnements binaires, du type "trahison ou révolution". Cela permet de proposer quelques pistes pour une stratégie politique européenne.**

**E**n juillet, Syriza et le gouvernement d'Alexis Tsipras ont essuyé une défaite majeure. La politique de la majorité de Syriza et de Tsipras était de rompre avec les mémorandums austéritaires en restant dans l'euro. Mandat validé de manière éclatante par la victoire du non au référendum. Celle-ci est apparue confirmer et renforcer la possibilité d'imposer cette volonté face au pouvoir de l'Eurogroupe. Au lieu de cela le résultat a été inversé créant un véritable retournement de situation : Tsipras a dû céder au chantage du Grexit. On peut dès lors dire que le mandat exprimé lors du référendum du 5 juillet a été réellement brisé. Pour Tsipras, le Grexit menaçait l'économie grecque de faillite, et au-delà d'une dynamique de mise de la Grèce hors de l'Union européenne, ce qui à ce moment précis n'était pas non plus le sens du non majoritaire du 5 juillet. Il s'est donc vu contraint d'accepter un nouveau mémorandum et une mise sous tutelle aggravée. On comprend le traumatisme qui s'ensuit pour Syriza et le peuple grec.

Ce drame ne peut avoir que des effets imprévisibles et très régressifs. Le vote pour Syriza provenait, comme toujours dans les élections et notamment lorsqu'on devient majoritaire, de secteurs sociaux et de traditions politiques hétérogènes, ce sont les couches les plus politisées du mouvement ouvrier et

populaire qui le subissent le plus durement, et que travaille inévitablement un mélange de colère et de désespoir. Et il frappe de plein fouet Syriza et sa sphère d'influence directe.

**Cette défaite ne peut être ni occultée ni relativisée. Mais il nous faut dire qu'elle est aussi notre défaite. Et non nous en désolidariser, au nom de l'argument qu'une autre politique pouvait l'éviter. Voire en recourant à l'alibi de la trahison.**

**Comment mieux comprendre ce qui s'est joué ?**

Cette défaite ne peut être ni occultée ni relativisée. Mais il nous faut dire qu'elle est aussi *notre* défaite. Et non nous en désolidariser, au nom de l'argument qu'une autre politique (celle que nous aurions préconisée, sans qu'elle se soit concrétisée à un niveau opérationnel) pouvait l'éviter. Voire en recourant à l'alibi de la *trahison* (schéma aussi ancien que

commode sur le thème "nous avons été vaincus non à cause de nos faiblesses, mais parce que victimes d'une trahison"...).

Suggérer qu'en juillet 2015 Tsipras a été déterminé par la volonté de rester au gouvernement plus que par le souci de défendre les intérêts populaires pose un problème massif, qui est de revenir sur l'analyse de ce qu'est Syriza. Ce parti avait-il inscrit dans sa matrice stratégique une logique le conduisant inéluctablement à capituler face à l'oligarchie européenne ? A-t-il connu une brutale mutation lors des ultimes négociations de Bruxelles ? On voit ce que sont les implications de tels jugements, et donc combien ceux-ci demanderaient à être solidement étayés pour être avancés. Plutôt que de céder à de telles précipitations, il faut prendre en compte deux exigences.

**Première exigence : un retour critique sur la question de la solidarité.**

Tout le monde reconnaît que le mouvement de solidarité avec les Grecs n'a pas su ou pu se porter à la hauteur des exigences de la confrontation et des enjeux qu'elle portait. Cette faiblesse ne peut être expliquée seulement par une incapacité du gouvernement grec à assumer cet affrontement comme il aurait fallu (c'est-à-dire d'assumer "la rupture avec la politique d'austérité, donc avec l'euro, voire l'Union européenne")... ●●●

## Un référendum européen pour ou contre les politiques d'austérité

Logique en raison des victoires successives de Syriza aux élections, la focalisation sur la situation grecque masque encore le mouvement naissant au niveau européen : en Espagne avec Podemos, en Angleterre avec la victoire de Jeremy Corbyn aux primaires du Parti travailliste, en Irlande, au Portugal... un frémissement antilibéral est enclenché. Dans chaque cas, les rapports de force sont difficiles et les libéraux font tout pour faire échec aux expériences qui s'engagent. On a ainsi bien compris que la gauche d'alternative doit se vacciner de tout leurre concernant la prise en compte par les dirigeants européens des aspirations démocratiques et égalitaires des peuples.

Face au dogmatisme libéral, une des questions stratégiques concerne la désobéissance avec l'Union Européenne et ses conséquences. On doit, comme les auteurs de l'analyse publiée par *Cerises* y invitent, considérer qu'elle produira « *inévitavelmente une rupture avec les institutions et les règles de fonctionnement* » de l'UE, ce qui « *nécessite la construction d'un rapport de forces combinant des actes dans chaque pays avec une coordination des gauches et des mouvements sociaux à l'échelle européenne* ». Pour éviter les pièges de la marginalisation politique, la focalisation sur tel ou tel débat (légitime au demeurant) - pour ou contre l'euro, par exemple - devrait laisser la place à la question du projet et de mouvement européens dont nous avons besoin. Dans le même temps, une exigence clef de la gauche d'alternative européenne pourrait être l'exigence d'un référendum européen pour ou contre les politiques d'austérité.

● Gilles Alfonsi

●●● L'isolement international de Syriza renvoie à une certaine inertie des opinions publiques aggravée par la dégradation des rapports de forces entre classes. Mais ce constat ne doit pas empêcher de pointer des responsabilités précises. En premier lieu au sein du mouvement syndical européen, qui a laissé faire (France) ou qui a appuyé l'Eurogroupe (direction de la CES pour le 5 juillet). Seule la direction du DGB<sup>1</sup> d'Allemagne a envoyé

des signaux positifs. Certes, le système du mouvement syndical grec permet très difficilement des liens concrets et utiles, mais cette donnée d'évidence aurait pu être contrecarrée par des initiatives au plan confédéral.

Elle renvoie aussi aux limites de la gauche européenne. Sur le plan directement politique, il n'est pas certain que tout ait été tenté pour construire, après janvier 2015, un nouveau type de rassemblement international opposé à la Troïka et prenant des initiatives marquantes avant

juin : le rassemblement fin mai du PGE et du PCF à Paris était de ce point de vue marqué de telles limites.

Ainsi, si l'erreur du gouvernement Syriza a été de trop croire à la possibilité de parvenir à un "accord raisonnable" avec les institutions européennes, il faut bien admettre que cette erreur, plus ou moins consciemment, a été en partie partagée par les forces intéressées par cette épreuve de forces, en Grèce et au-delà. Ce qui peut aussi expliquer un certain attentisme et les limites du mouvement de solidarité. Syriza était engagée dans une expérience qui, si elle réussissait, aurait des effets positifs pour toutes les forces progressistes en Europe (à commencer par l'Espagne). N'y a-t-il pas eu collectivement sous-estimation, dans la gauche européenne critique, de la détermination et de la brutalité des classes dirigeantes européennes à écraser une telle possibilité ? Qu'aujourd'hui la désillusion soit grande est inévitable, mais prenons garde à ce qu'elle ne se transforme pas en ressentiment à l'égard de Syriza.

### Deuxième exigence : l'esprit de responsabilité doit nous guider.

L'objet du débat n'est pas de tirer des bilans pour l'histoire. Il est de l'ordre de l'*intervention politique*, dont les conséquences peuvent être d'aggraver la défaite. La gravité de celle-ci est en effet une question ouverte, pour laquelle se combinent plusieurs éléments : la scission de Syriza est un facteur aggravant, les résultats des élections du 20 septembre peuvent conduire à une situation bien plus dramatique... Or, ce qui se débat peut favoriser ou empêcher une dispersion du mouvement de solidarité avec le peuple grec. C'est pourquoi, si toutes les questions et positions méritent d'être débattues, il convient de le faire avec un grand esprit de responsabilité. ●●●

1. CES : Confédération européenne, DGB : Fédération allemande des syndicats. NDLR

### ●●● Capitulation ?

Pour désigner l'événement, le terme capitulation systématiquement utilisé est ambivalent. Il peut caractériser la défaite comme relevant d'une reddition, imposée par le rapport de forces. Mais il est aussi utilisé, comme euphémisme de trahison. Ce qui impliquerait que le choix de Tsipras n'était pas obligé, parce qu'existait une possibilité alternative permettant d'éviter la défaite, voire de permettre une réussite. Quelles sont donc les possibilités alternatives proposées ? Dans les diverses analyses on peut en repérer trois explicites.

1) Assumer et préparer une sortie de l'euro dès l'accession au gouvernement. Stathis Kouvelakis<sup>2</sup> explique qu'il s'est agi dès l'origine d'un choix stratégique décisif qui, n'ayant pas été fait, a nécessairement et quasi mécaniquement conduit à la capitulation finale. Il est exact que Tsipras ainsi que la majorité de Syriza et des députés étaient opposés à envisager ce scénario pour des raisons politiques profondes, allant au-delà de la simple faisabilité. Ce qui a en effet conduit à agir sur la base d'une seule option.

2) Décider, en s'appuyant sur l'audit de la dette, et au plus tard après le référendum, le non-paiement des créances grecques. C'est la position argumentée par Éric Toussaint<sup>3</sup>, qui considère

qu'un tel défaut de paiement aurait renversé le rapport de forces entre la Grèce et ses créanciers.

Ces deux positions peuvent se combiner, mais ne reposent pas sur le même ordre de priorité, ni sur le même agenda.

3) Refuser le mémorandum lors du sommet final du 13 juillet, rompre la négociation et engager des mesures du type de celles proposées dans les deux scénarios précédents. Position défendue dans plusieurs contributions en France et en Grèce.

**Assumer et préparer une sortie de l'euro dès l'accession au gouvernement, décider le non-paiement des créances grecques, ou refuser le mémorandum lors du sommet final du 13 juillet... aucune de ces positions n'était véritablement opérationnelle entre janvier et juillet.**

Une variante particulière paraît considérer qu'il n'était guère possible d'échapper à ce qui a été imposé par l'Eurogroupe, mais qu'Alexis Tsipras à titre personnel n'aurait pas dû le cautionner, ni engager le processus de nouvelles

élections (cf. éditorial de Denis Sieffert, "Tsipras, hélas !", dans *Politis* n°1366).

Toutes ces positions méritent discussion, mais il faut tenir compte de leurs différences. Et non entretenir l'idée qu'il existerait *une seule* possibilité alternative (qui tendrait à se résumer à la formule "sortie de l'euro")... Il faut aussi ajouter qu'aucune n'était véritablement opérationnelle sur le plan gouvernemental entre janvier et juillet, même si on peut penser que le gouvernement ou la majorité de Syriza auraient pu décider d'en préparer les conditions. De même, il faut soigneusement distinguer le scénario "décision grecque de sortir de l'euro" et celui d'une expulsion de l'euro par décision de l'Eurogroupe.

Pourquoi est-il important d'éviter cette réduction (acceptation/refus, maintien dans l'euro/sortie de l'euro) ? Parce qu'en l'occurrence, la logique binaire est dangereuse. Elle pourrait conduire à considérer que la non sortie de l'euro ayant contraint à accepter l'austérité, inversement une sortie de l'euro (certes assortie d'autres mesures) permettrait d'en finir avec l'austérité.

Variante de cette approche : l'idée que compte tenu des conséquences désastreuses du mémorandum pour le peuple grec, un Grexit n'aurait pas eu des conséquences pires (ce qui relève de la pétition de principe puisque proprement indémontrable). De même qu'il faut prendre au sérieux l'examen des possibilités alternatives au choix fait par le gouvernement grec (même si souvent elles gagneraient à être davantage ●●●

2. Membre de Syriza France, du Comité central de Syriza, puis de l'Unité populaire. NDLR

3. Porte-parole du réseau international du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), a présenté le rapport pour la vérité sur la dette publique au parlement grec, le 17 juin 2015. NDLR

●●● argumentées), il faut considérer avec le même sérieux les arguments de ce même gouvernement qui a estimé que le Grexit aboutirait à une banqueroute totale, donc que les risques étaient trop grands compte tenu de la violence des réactions de l'Eurogroupe. Cet Eurogroupe a montré qu'il avait les moyens (et certainement la détermination) de mettre en faillite le système financier grec, donc de détruire l'économie grecque.

La société grecque a témoigné d'une grande résistance face à la fermeture des banques et au blocage des comptes et de l'épargne, qu'en aurait-il été en cas de banqueroute ? Éric Toussaint s'appuie sur l'appréciation d'une très forte mobilisation du peuple grec derrière le gouvernement dès lors que celui-ci aurait engagé l'épreuve de forces du non-paiement de la dette et de la nationalisation des banques. Peut-être ! Mais on touche ici à l'appréciation de l'état du rapport des forces en Grèce, et du niveau de conscience politique. Il y a eu de très grosses mobilisations depuis 2008. Mais on est resté dans une situation de résistance contre l'agression libérale, d'indignation mais pas d'offensive de type "révolutionnaire", ou de situation où un peuple mobilisé est prêt à des actes collectifs d'un courage extrême pour imposer une solution de rupture anticapitaliste, et ce avec des institutions adéquates. Se pose aussi une autre question : qu'aurait fait la bourgeoisie grecque, dans une société marquée par la mémoire de la guerre civile, de la dictature, subissant le poids de l'Église, les privilèges des armateurs et l'incrustation d'un parti nazi ?

Outre les tensions économiques et sociales, un Grexit dans ces conditions était gros d'une dynamique de rupture non seulement avec l'euro mais avec l'Union européenne en tant que telle. Les risques géopolitiques d'une telle dynamique ont été cause des différenciations au sein des classes dirigeantes européennes (et, au-delà, avec l'administration américaine), et on ne peut ignorer les effets majeurs qu'ils auraient entraînés pour la société grecque.

**Il est assez inédit de voir que dans l'UE il existe un gouvernement, disposant d'un soutien populaire incontestable, en situation de dire : « Nous appliquons une politique que nous condamnons, parce que nous y sommes contraints par des institutions supranationales. »**

#### **Des difficultés de gouverner**

Les négociations de Bruxelles ont conduit à prouver que le double mandat dont se revendiquait Syriza et le gouvernement Tsipras - desserrer l'étau de l'austérité tout en restant dans l'euro -, était impossible à tenir. Ne pas l'avoir anticipé suffisamment renvoie certaine-

ment à des erreurs qu'il faut analyser. Mais lorsqu'on établit les responsabilités, il faut dire que cette erreur vient très loin derrière, et même doit être jugée sans commune mesure avec deux données fondamentales :

**1) Un rapport de forces extraordinairement défavorable** dans le cadre de cette confrontation entre, d'une part, la Grèce, petit pays sans réelles ressources, épuisé par plusieurs années d'austérité et de brutalisation de son honneur national, et, d'autre part, des classes dirigeantes européennes unies dans leur volonté de ne rien céder sur leur politique ultralibérale, dotées avec les institutions européennes et avec l'Eurogroupe d'un proto-Etat (sans aucune légitimité démocratique, ni même institué dans l'organigramme de l'Union où il n'a pas d'existence officielle !), et disposant d'armes puissantes : la BCE, le carcan de la monnaie unique, le MES<sup>4</sup>, l'interventionnisme du FMI...

Il faut aussi prendre en compte la réalité de Syriza : ce parti, d'unification récente, a su gagner des élections, mais disposait-il des capacités à gouverner dans de telles conditions ? De gérer les articulations souhaitables entre leadership populaire, démocratie au sein du parti, rôle du groupe parlementaire, et les contraintes redoutables de négociations européennes ? Et également enregistrer les conséquences de l'absence de mobilisation sociale forte et unifiée du côté des peuples européens.

4. Banque centrale européenne, Mécanisme européen de stabilité.

●●● Au vu d'un tel rapport de forces, l'étonnant n'est pas que le pouvoir grec ait été battu, mais bien qu'il ait su tenir tête tous les mois passés, et montré sa capacité à mener cette bataille. Ce faisant, il a permis que soit révélée au grand jour la brutalité des classes dirigeantes pour infliger une leçon politique que la Grèce leur donnait l'occasion de scénariser. Elles ont montré qu'elles étaient prêtes à détruire économiquement et politiquement un pays membre de l'UE pour infliger cette leçon. Cela devrait permettre de rouvrir le débat européen de manière plus claire que par le passé.

Les critiques et autocritiques indispensables, quant à ce qui a été fait par Syriza et par les gauches radicales en Europe, ne doivent éclipser en aucune part la terrible responsabilité de l'oligarchie européenne dans la situation faite au peuple grec, et au-delà de lui à tous les peuples du continent.

On a fait croire trop longtemps que ce que subissaient les Grecs était de leur faute ; ne concédons rien à un procédé qui laisserait entendre que ce qui arrive aujourd'hui à la gauche radicale serait de la faute de Syriza !

## 2) La défaite imposée au gouvernement Tsipras a un coût politique lourd pour l'Union européenne elle-même.

Il est assez inédit de voir que dans l'UE il existe un gouvernement, légalement élu, disposant d'un soutien populaire incontestable et d'une sympathie importante dans l'opinion publique européenne, qui se voit en situation de dire : « *Nous appliquons une politique que nous condamnons, parce que nous y sommes contraints par des institutions*

*supranationales (dont la légitimité démocratique est pour le moins douteuse), et de surcroît nous annonçons qu'elle est condamnée à l'échec. »*

Une telle donnée ne doit pas être relativisée par des thèses expliquant que l'UE en question est une "Europe allemande", qu'il existerait un impérialisme allemand qui imposerait à la Grèce, voire à l'Europe du Sud, une mainmise coloniale au sens que prend ce mot dans l'histoire...

**Dans la perspective d'un futur rendez-vous entre la Grèce et l'Eurogroupe, il faut analyser deux hypothèses : celle d'une rupture exclusivement nationale et celle d'une rupture de portée européenne. Notre responsabilité est de peser dans cette seconde direction...**

Elles reviennent à faire l'impasse sur une analyse de la réalité inédite de ce qu'est l'actuelle Union européenne, en particulier dans sa zone euro. Ce sont bien les classes dirigeantes européennes, au sein desquelles la bourgeoisie allemande joue un rôle dirigeant et décisif (mais non surdéterminant et moins encore unique), qui sont unifiées sur l'application d'une politique ultralibérale, laquelle leur apparaît un impératif dans le cadre de l'actuel capitalisme mondialisé et finan-

ciarisé. Mais l'épisode grec a provoqué des fêlures inédites dans cette unité.

Ce pourquoi, plutôt que de s'enfermer dans une vision selon laquelle l'épisode Syriza serait achevé sous forme d'un désastre, considérons-le comme une bataille dont l'échec a des conséquences considérables, mais dans *une guerre prolongée* pour reprendre la formule de Gustave Massiah.

La rapidité et la brutalité des événements ont provoqué une crise de Syriza. La scission n'a pu être évitée, il faut en prendre acte, nouer des relations avec les composantes nées de cette crise, mais pas en conclure qu'il faudrait à présent «choisir son camp» au sein de la gauche radicale grecque. L'Unité populaire n'est pas en situation de se substituer à Syriza comme seule porteuse des intérêts populaires et représentante légitime du Non au référendum, donc comme étant l'alternative à l'acceptation du mémorandum. Mais, à l'inverse d'une telle éventuelle vision triomphaliste, il ne faut pas non plus estimer qu'il faudrait à présent envisager la reconstruction d'une vraie gauche radicale à l'échelle des quelques décennies prochaines.

De la bataille précédente des acquis demeurent, et des rendez-vous proches vont obliger à des clarifications et radicalisations. Des élections du 20 septembre va naître une situation imprévisible (ce pourquoi il faut se préparer à une nouvelle phase du débat en fonction du paysage politique remodelé par ces élections). De celles-ci on peut en effet tout craindre : une victoire de la droite qui se trouverait en situation d'imposer sa politique et ses ●●●

●●● alliances (certains envisageant y compris l'hypothèse de l'inclusion dans celles-ci d'un Syriza opérant une mutation politique), voire une situation d'ingouvernementalité conduisant au chaos et à des risques majeurs... Mais on peut aussi espérer qu'elle portera de possibles relations politiques positives.

S'y préparer, ici et maintenant, invite à prendre à bras le corps plusieurs défis :

Le premier défi est de prendre **en compte les implications de l'analyse concrète du mémorandum** (ce sur quoi tout le monde est à peu près d'accord) : la politique imposée à la Grèce n'offre pas d'issue, mais un alourdissement de la dette, une aggravation de la misère et de l'injustice, une récession durable et un appauvrissement du pays... Donc de nouvelles crises d'une ampleur accentuée. Combattre le mémorandum ne doit pas signifier tracer une ligne de démarcation entre ceux qui le dénonceraient en s'opposant à Syriza et ceux qui, au sein de Syriza, s'y rallieraient parce qu'ils soutiennent le gouvernement Tsipras, obligeant chacun à «choisir son camp». La tâche prioritaire reste la solidarité contre les effets de ce mémorandum, contre le paiement de la dette, pour des alliances entre mouvements sociaux Grèce-Europe, etc.

Cela vaut invitation à clarifier au plan théorique et programmatique ce que nous avons nommé la désobéissance avec l'Union Européenne. Cette désobéissance, si elle se pratique, aboutit inévitablement à une rupture avec ses institutions et ses règles de fonctionnement (y compris monétaires, etc), ce qui nécessite la construction d'un rapport

de forces combinant des actes dans chaque pays avec une coordination des gauches et des mouvements sociaux à l'échelle européenne.

Dans la perspective d'un futur rendez-vous entre la Grèce et l'Eurogroupe, posant à nouveau la question pour la Grèce d'une rupture, il faut analyser deux hypothèses. Celle d'une rupture exclusivement nationale (une sortie de l'euro, voire de l'UE), et celle d'une rupture de portée européenne (une déstabilisation des politiques de la dette et de l'austérité sans fin, incluant une sortie de l'euro, possiblement plusieurs pays...). La responsabilité des forces de gauche radicale européennes est de peser dans cette seconde direction... Ce qui devrait inviter à soutenir et clarifier les propositions d'initiatives européennes allant en ce sens.

Celle du "Sommet internationaliste du plan B européen" a le mérite de poser d'emblée et comme déterminante la dimension internationaliste et celle de l'échelle européenne. Mais elle soulève plusieurs problèmes :

- La notion de "plan B" renvoie à la diversité et aux confusions évoquées au début de ce texte sur la compréhension de ce qui vient de se jouer en Grèce ("plan B" évoque inévitablement "sortie de l'euro").
- Elle peut tendre à instiller l'idée que pour la Grèce l'affaire est finie et qu'il faut se projeter sur d'autres plans : temporel (une prochaine épreuve de forces, cette fois réussie), géographique (un autre pays ou ensemble de pays confronté à cette situation que vient de connaître la Grèce).
- Elle peut amener à confondre divers scénarios en fait fort différents : une

sortie de l'euro assumée par un pays dans un contexte de crise ouverte (le modèle grec, mais réussi) ; la préparation concertée d'une politique portée par plusieurs pays pour imposer un autre système monétaire que l'euro comme monnaie unique, celui d'une monnaie commune obéissant à d'autres règles...

Tous ces éléments sont marqués par une polarisation problématique sur la question monétaire, avec l'idée qu'à partir d'elle il est possible, voire plus facile, d'envisager l'alternative souhaitée. Donc avec une sous-estimation du caractère nécessairement systémique de cette alternative.

De ce point de vue, les propositions en termes d'«austerexit», côté Besancenot, et de sommet européen contre l'austérité, venant de Corbyn, indiquent des possibilités d'initiatives politiques à prendre fortement en considération...

Le second défi est un défi militant et organisationnel. Agir pour maintenir et renforcer la solidarité avec la Grèce et les forces qui mènent bataille pour un autre avenir que celui réservé à ce peuple par l'Europe capitaliste. La menace d'une désagrégation de Syriza peut par elle-même avoir pour contrecoup une démolition et une dispersion de la solidarité avec le peuple grec. Il convient donc, en urgence, de militer pour combattre un tel risque, et trouver les voies et moyens d'une redynamisation de celle-ci.

● **Jean-Claude Mamet, Roland Mérieux et Francis Sitel**<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Membres de l'équipe d'animation nationale d'Ensemble, composante du Front de gauche.

# « On avait pourtant bien dit... »

C'est une blague juive classique : deux dames se rencontrent, et la première lance un long soupir ; l'autre lui répond par un autre soupir encore plus désespéré. Et cette « conversation » se poursuit jusqu'à ce que l'une des deux proteste : « *On avait pourtant bien dit qu'on ne parlerait pas des enfants !* » Il se passe aujourd'hui un peu la même chose lorsque deux militant-e-s de la gauche radicale se rencontrent : « *On avait pourtant bien dit qu'on ne parlerait pas politique !* » C'est que l'ambiance n'est pas au beau fixe. On a beau savoir que l'on apprend toujours de ses échecs, on aimerait à l'occasion apprendre de nos succès. Comme en janvier dernier, lorsque le peuple grec avait porté Syriza au « pouvoir ». Les guillemets ont ici toute leur importance.

On se rappelle le succès des armées napoléoniennes lorsqu'elles avaient accompli cet exploit : prendre Moscou ! Mais une fois Moscou prise, il avait bien fallu se rendre à l'évidence : cela ne signifiait pas avoir vaincu ; avait alors commencé la longue et pénible retraite de Russie, et Napoléon s'était retrouvé à l'Île d'Elbe. Il ne suffisait pas d'avoir pris la capitale ennemie pour se rendre maître du pays.

Le paradoxe d'une élection comme celle de dimanche dernier en Grèce, où l'on ne peut même pas faire la fête alors que la gauche l'emporte, a quelque chose d'angoissant : l'emporter pour quoi faire ? Pour répéter que l'on ne peut pas mettre en œuvre le programme de transformation sur lequel on s'est engagé ? Au delà du lâche soulagement d'avoir évité le retour aux affaires de la droite, on doit voir la part de résignation qu'il y a à confirmer la position de ceux qui disent – comme naguère Madame Thatcher, même si c'est pour eux avec regret : « *Il n'y a pas d'alternative* ». Ce n'est certes pas rien que de dire comme Alexis Tsipras que le

mémorandum imposé à la Grèce est mauvais et conduit à l'échec. C'est mieux que dire, comme la droite et les socialistes – autrement dit que les fondés de pouvoir du capital – qu'il s'agit d'un bon accord. Mais cela ne change pas grand chose à ce qui les rassemble : l'idée que ces politiques d'austérité renforcées imposées par le capital doivent être mises en œuvre.

**Il n'y aura pas d'alternative sans mouvement majoritaire. Et (...) un mouvement majoritaire ne se limite pas à un électorat majoritaire : il suppose la conscience à peu près claire de la part d'une majorité des conditions matérielles et politiques du changement.**

Nous le savons : il n'y aura pas d'alternative sans mouvement majoritaire. Et même si on évacue trop souvent et trop vite cette question, un mouvement majoritaire ne se limite pas à un électorat majoritaire : il suppose la conscience à peu près claire de la part d'une majorité des conditions matérielles et politiques du changement. D'où la vieille ritournelle : la question politique est aussi, est d'abord, celle de l'hégémonie. Il faut une claire conception des conditions de l'alternative (qui n'est pas, autant le rappeler, que d'être compris de travers, une simple alternative électorale), et il faut que cette conception soit largement partagée, de façon militante, au moins dans ses grandes lignes.

Lénine protestait à la fin de sa vie contre ceux qui disaient que les ouvriers devraient soutenir le gouvernement. « *C'est ce gouvernement qui devrait soutenir les ouvriers !* » Mais pour soutenir les ouvriers, ou plus généralement les exploités, celles et ceux qui subissent quotidiennement l'ordre des choses, il faut qu'ils et elles se battent en sachant bien pourquoi. Tout commence donc là : dans le mouvement de luttes conscientes qui doit contester l'ordre établi : qui doit avoir l'émancipation – et non seulement le succès électoral de la gauche – pour horizon.



● Laurent Lévy



# Le renard libre dans le poulailler libre ?

Les syndicats ont raison de fustiger ce gouvernement qui, « *cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, (...) déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité* »<sup>1</sup>.

Le Syndicat des avocats de France appelle à juste titre « *le Gouvernement (à) mettre fin à cette politique erronée qui considère que le retour de la croissance passe nécessairement par une remise en cause des droits les plus élémentaires des salariés* »<sup>2</sup>.

Gérard Filoche dénonce avec précision et exhaustivité l'objectif du projet gouvernemental : « *l'accord collectif plus défavorable que la loi s'appliquera et pourra également s'imposer au contrat de travail individuel* ».

L'éditorialiste Martine Bulard<sup>3</sup> montre avec justesse la convergence nullement fortuite des rapports de Terra Nova et de l'Institut Montaigne avec l'ouvrage cosigné par Robert Badinter et le rapport Combrexelle.

Si le travail d'analyse détaillé est indispensable<sup>4</sup>, deux leçons politiques sont certainement à creuser.

## L'acte de décès de la social-démocratie française

On se souviendra que les noms du radical Clémenceau et du socialiste Viviani sont attachés à la création du Code du travail en 1910 - les députés Jaurès et Guesdes poussant le plus loin possible les avancées sociales. Cent ans plus tard, il n'y a plus de place pour une alternative sociale-démocrate.

Notons au passage que la « lettre secrète » adressée par le ministre Montebourg au Président de la République<sup>5</sup> acceptait d'emblée que « *la France n'a d'autre choix que de mener une politique de compétitivité axée sur la baisse du coût du travail* » ! Et ne cachons pas que dans la commission Combrexelle, siégeaient aux côtés de libéraux et commis patronaux bon teint, quelques « réformistes », dont le patron du groupe Alpha<sup>6</sup> : Pierre Ferracci.

4. Voir, entre autres, le blog de Gérard Filoche, la revue RPDS mais aussi "Regards et réflexions pluridisciplinaires sur la négociation collective", publié par F.O.

5. <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140827.OBS7300/info-obs-la-lettre-secrete-de-montebourg-a-hollande.html>

6. SECAFI, SODIE, Atlantes, auserveduCE.com...

## Qu'est-ce qui prime : la loi ou la soumission individuelle ?

Le gouvernement veut aller vite et - c'est de bonne "gouvernance" - consulter rapidement les "partenaires sociaux" avant de passer à la phase législative début 2016. La mécanique est bien huilée et a fait son office sur le dossier des retraites. Mais les questions posées sont d'envergure. On sait combien les horaires atypiques, le travail du dimanche, les consignes de travail intrusives, les mesures dérogatoires, la solitude organisée... délitent déjà le lien social et multiplient les atteintes à la santé des salariés et leur famille.

Faire du débat sur le droit du travail une querelle de spécialistes - fussent-ils compétents et légitimes -, ce serait accepter de ramener un problème de société à un débat technique. Or, nous avons de l'expérience ; la belle bataille de 2005 contre le TCE reste emblématique. Saurons-nous rassembler les forces syndicales, politiques, associatives, culturelles, citoyennes dans un front de résistance ? Parviendrons-nous à faire saisir la ligne de démarcation entre forces de progrès et entreprises de renoncement ? Telles sont les questions qui sont devant nous.



● Gilles Boitte

1. Communiqué CGT-SUD-FSU, 10 septembre 2015.

2. SAF, 6 août 2015.

3. *Le Monde diplomatique*, "Un code du travail en miettes", 14 septembre 2015.

## Détour par la Chine



« ... ces villes sont propres, plus propres que bien des nôtres, grâce à une armée d'agents, hommes et femmes, chargés de l'entretien. »

**N**otre dernière chronique portait sur les fondements théoriques possibles d'un "marxisme écologiste"<sup>1</sup>... Aujourd'hui, sur la lancée des vacances d'été, nous voudrions nous livrer à un détour (de quelques dix mille kilomètres...), détour qui nous ramènera à notre sujet.

Nous venons en effet de passer quinze jours en Chine à l'occasion d'un festival de poésie et de rencontres avec des poètes chinois, à Pékin, Chengdu (dans le Sichuan) et à Xining, dans la province de Qinghai (au nord-ouest du pays, entre Tibet et Mongolie).

Il y a tout juste dix ans, nous avons déjà fait un grand voyage, hors de tout séjour touristique organisé et en dehors de tout cadre officiel.

Dix ans après, nous avons pu constater d'impressionnantes transformations. La modernisation du pays, déjà très engagée, s'est poursuivie à un rythme soutenu et les effets en sont visibles.

Les Chinois d'aujourd'hui, pour la majorité d'entre eux, n'ont pas grand chose à nous envier en matière de société de consommation. Ils sont, comme un peu partout dans le monde développé, hyper-connectés. On les voit circuler partout, dans les rues, le métro, les bus, avec à la main leur iPhone 6...

Les villes ont changé d'aspect. Elles sont hérissées de grues. Des immeubles poussent dans tous les coins. Cette frénésie de construction est sans doute liée à la « bulle immobilière » dont on nous dit qu'elle vient d'exploser, mais aussi à une volonté délibérée. Les Chinois qui étaient confrontés à un sérieux problème de logements sont peut-être en passe de le résoudre. De ce que nous avons vu, l'essentiel des tours qui se construisent sont destinées à l'habitation.

La vie quotidienne s'est profondément modifiée. Non seulement les magasins débordent de marchandises (ce qui était déjà vrai il y a dix ans et le contraste avec le socialisme des "pays de l'Est" était déjà impressionnant) mais celles-ci ont sérieusement monté en gamme. La Chine, qui nous est souvent présentée comme l'atelier du monde, est aussi un pays qui consomme. Le luxe et

les produits de qualité sont largement présents dans les vitrines des rues piétonnes. Les prix ont beaucoup augmenté ; mais les salaires aussi. Le pouvoir d'achat des Chinois a nettement progressé. Les exportations, qui avaient été un moteur essentiel de la croissance chinoise (atteignant jusqu'à 35 % du PIB en 2005), ont ralenti, à partir de 2008, suite à la crise financière à l'ouest.<sup>2</sup>

Et le marché intérieur a, en grande partie, pris le relais. Ce qui est pour une part l'effet d'une décision politique : tout en insérant l'économie chinoise dans l'économie mondiale, auto-centrer son développement.

Les dirigeants chinois s'étaient fixés l'objectif d'atteindre en 2021 le niveau d'une économie « modérément prospère »... Il semble (si les soubresauts de leur capitalisme et du capitalisme mondial ne remettent pas en cause cette prévision) qu'ils soient près d'y parvenir.

En 1978, 82,1 % des Chinois vivaient à la campagne. Aujourd'hui, près de 50 % de la population vit en ville. Et dans les villes, les mendiants (dont le nombre nous avait frappé il y a dix ans) sont maintenant nettement moins nombreux qu'ici.

De plus, ces villes sont propres, plus propres que bien des nôtres, grâce à une armée d'agents, hommes et femmes, chargés de l'entretien. Autre exemple : la sécurité. À chaque station de métro, dans Pékin, des agents, aidés de portails électroniques, contrôlent les voyageurs. On peut discuter cette politique sécuritaire, mais le fait est que les services publics « de proximité » fonctionnent et fournissent de nombreux emplois.

Ces progrès matériels qui sont en train d'arracher le pays au sous-développement s'accompagnent bien sûr de nombreux problèmes. On parle fréquemment ici de la pollution... Elle est manifeste. Notamment à Pékin. Sur six jours passés à Pékin, nous avons vu le ciel une fois. Le reste du temps, la ville était entourée d'une sorte de brume de chaleur... qui n'est pas que de chaleur. Plusieurs facteurs y contribuent : il y a la circulation automobile et les embouteillages (de ce point de vue aussi, les Chinois n'ont plus rien à nous envier...) et aussi, semble-t-il, les fumées des usines du plateau du Hebei qui viennent jusque-là. ●●●

1. Cerises n° 261, 3/7/2015 : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4983>.  
NDLR.

2. Voir l'ouvrage collectif : *La Chine et le monde*, le Temps des Cerises, 2013.



... les Chinois ont plus qu'une longueur d'avance sur nous concernant le recours aux panneaux solaires. On en voit partout (...) jusque sur le plateau tibétain, à l'entrée des yourtes des éleveurs de yacks...

●●● Mais nous avons pu constater aussi que la Chine est très engagée dans la lutte pour la préservation de la qualité de l'environnement. Ce que les dirigeants chinois appellent « *le progrès écologique* », fait partie des cinq buts fondamentaux pour « *faire triompher la cause du socialisme chinois* » définis lors du 18<sup>e</sup> Congrès, aux côtés des « *progrès économique, politique, culturel et social* ». D'après Xi Jinping, l'objectif est « *d'assurer un équilibre entre le développement économique et la protection de l'environnement (...) et de promouvoir un développement vert, circulaire, à bas carbone* ». L'économie dite « *circulaire* » vise à « *réduire le gaspillage et la consommation des ressources, réutiliser les ressources, recycler les déchets dans le processus de production, de distribution et de consommation* ». Le but étant de léguer aux générations futures « *un ciel bleu, des champs verts et des eaux limpides* »<sup>3</sup>. Voilà pour le discours, pas toujours dénué de langue de bois, mais souvent très imagé (à la manière chinoise).

Mais nous avons pu vérifier que les Chinois ne se contentent pas de discours. Ils font preuve à leur habitude de pragmatisme et d'une forte capacité de mobilisation. Trois exemples. Premièrement, à Pékin, les voitures sortent un jour sur deux, en fonction de leur numéro de plaque. Ce qui n'est sans doute pas sans effets... Deuxièmement, le pays se hérissé de tours... mais aussi d'arbres. On plante des arbres partout. C'est un programme de reforestation engagé depuis trente ans, qui fait appel à l'effort public mais aussi au volontariat.

Et, troisième exemple tout à fait spectaculaire : les Chinois ont plus qu'une longueur d'avance sur nous concernant le recours aux panneaux solaires. On en voit partout, en ville, sur les immeubles, les hôtels, les centres commerciaux... dans les villages sur les toits de toutes les maisons... et jusque sur le plateau tibétain, à l'entrée des yourtes des éleveurs de yacks qui se déplacent à cheval... et en quads !

Peut-on alors parler d'éco-socialisme ?... Cela pose la question de savoir si on peut parler de socialisme. D'après les communistes chinois, ils sont toujours engagés dans la construction

de la phase primaire du socialisme, qui doit prendre une centaine d'années.

Ce socialisme est défini comme un « *socialisme de marché* » où le marché a remplacé la planification comme moyen principal d'allocation des ressources. L'ancien secteur d'État administré a largement cédé la place à un secteur public plus concurrentiel (qui représente environ 30 % de la propriété des entreprises). Complété par un secteur privé (qui fait environ 50 % de l'économie) et un fort secteur coopératif et semi public avec des statuts divers, des entreprises où les salariés sont actionnaires, des entreprises liées aux collectivités locales ou à divers organismes et instituts... Le plan continuant à jouer pour assurer certains équilibres macro-économiques, sociaux et écologiques.

Ce caractère mixte correspond à l'idée que le socialisme, plutôt qu'un mode de production figé (comme on l'a pensé dans la tradition soviétique), est une période de transition entre propriété privée et propriété sociale. Et ce socialisme de marché (que certains assimilent à une NEP qui s'inscrirait dans la longue durée) semble démontrer son efficacité.

Reste une question majeure : la démocratie. Question majeure, car si le socialisme est ce qui doit mettre fin à l'aliénation du travail, à la séparation et l'opposition entre les salariés et les moyens de production, cela passe par la démocratie économique, sociale et politique... La Chine d'aujourd'hui présente plutôt le visage d'un capitalisme d'État tout à fait dirigiste, qui entend agir au nom du peuple travailleur... Mais il faudrait regarder de plus près certaines expériences en cours, concernant par exemple l'équilibre des pouvoirs entre gestionnaires et propriétaires, ou des formes de négociation pour surmonter « *les contradictions au sein du peuple* »...

Confucius disait que diriger un grand pays est aussi délicat que faire frire des petits poissons... Tenter de le comprendre, de même.

3. Xi Pingning, *The Governance of China*, Foreign language press, Beijing 2014.

● Patricia Latour et Francis Combes





**Un grand village citoyen.** Après un périple de 5 600 km, 187 étapes et 6 pays traversés, le Tour Alternatiba fait son arrivée le samedi 26 septembre à Paris pour un "grand village des alternatives concrètes" : rencontres avec les porteurs de projets, débats, spectacles de rues, dégustations écologiques, musiques... Plus sur [alternatiba.eu/paris/](http://alternatiba.eu/paris/)

● **"Un allié privilégié".** En Arabie saoudite, les droits humains comptent moins qu'une goutte de pétrole ou autre ressource. *Cerises* dénonçait déjà (12 juin 2015), dans cette même rubrique, la condamnation du blogueur Raef Badaoui et le rejet par cet État des protestations étrangères. Aujourd'hui, Ali Mohammed al-Nimr, jeune opposant de 21 ans, arrêté et torturé quand il en avait 17, est condamné à mort. En mai dernier, le Président Hollande, « invité d'honneur » du sommet du Conseil de coopération du Golfe, serrait la main du roi au moment où 5 hommes étaient décapités dans le pays (*Cerises*, 15 mai 2015) tandis que Laurent Fabius évoquait les « dizaines de milliards » en discussion. L'Arabie saoudite menait alors campagne pour occuper la présidence du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Les Européens n'ont pas été très convaincants, qui devaient « tous essayer de dissuader » les votants : aujourd'hui, l'Arabie saoudite assassine et préside les droits de l'homme à l'ONU. Interrogés cette semaine sur l'évolution des relations franco-saoudienne, Jack Lang réprovoque la peine de mort mais se défausse en évoquant d'autres pays, « les plus exécuteurs du monde », J.P. Chevènement, mal à l'aise, met en avant les réserves naturelles de cette « puissance considérable ». Le ministère des Affaires étrangères a appelé la monarchie saou-

dienne à « surseoir » à l'exécution du jeune Saoudien, François Hollande à y « renoncer ». « L'autorité morale » du Président (J. L.) convaincra-t-elle l'« allié privilégié » (J.P. Ch.) ?



● **Un coup dans l'aile des séquelles coloniales.** Les chibanis, ces migrants dont la France a importé la "force de travail" et qui ont blanchi sous le harnais, viennent de remporter une victoire. Abusés par des contrats

discriminatoires de la SNCF, ils ont bossé dur, à moindre coût pour l'entreprise. Il y a dix ans, 832 d'entre eux déposaient des recours dont le Conseil des prud'hommes de Paris vient de reconnaître le bien-fondé. La SNCF, arguant aujourd'hui comme hier de la "légalité" de ces contrats bas de gamme, osera-t-elle faire appel ? Cette victoire des chibanis sur une pratique d'esprit colonial montre déjà que, groupés, forts de leurs droits et de leur pouvoir, les discriminés peuvent marquer des points. Voir le communiqué d'Ensemble ! ici : [ensemble-fdg.org/content/communique-de-ensemble-victoire-contre-les-discriminations-la-sncf](http://ensemble-fdg.org/content/communique-de-ensemble-victoire-contre-les-discriminations-la-sncf)

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

